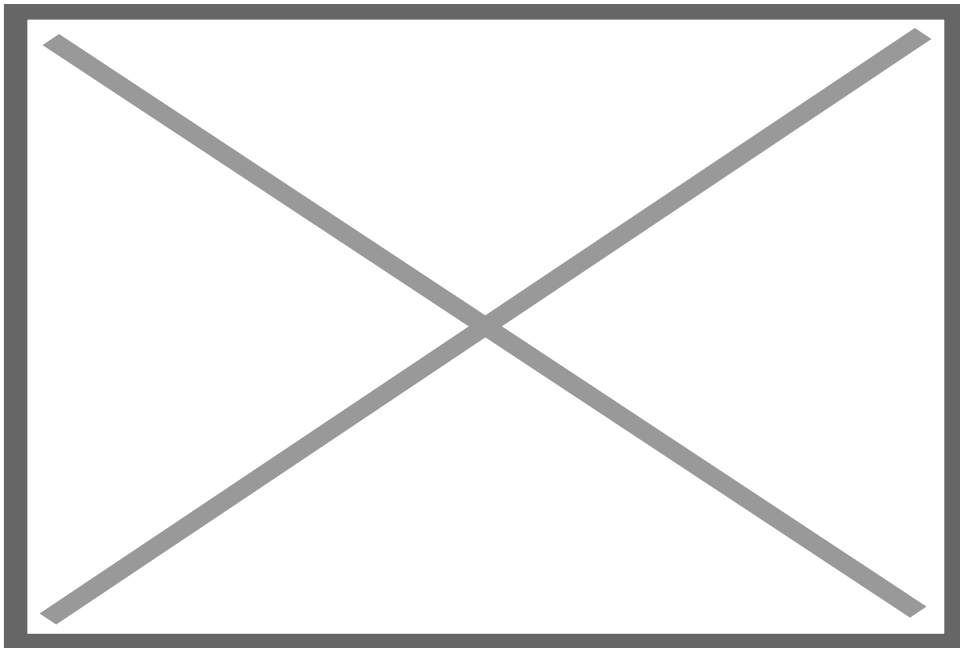


Le tramway colonial d'Israël pourrait bien vite aller nulle part

Description

Ali Abunimah - The Electronic Intifada - 23 mai 2019



Le tramway de Jérusalem reliant les colonies israéliennes illégales de Cisjordanie est un symbole d'oppression pour les Palestiniens (Faiz Abu Rmeleh ActiveStills)

En France, des organisations syndicales et de défense des droits de l'homme ont célébré comme une victoire le retrait du constructeur ferroviaire Alstom du tramway de Jérusalem.

Dans le même temps, il a également été confirmé qu'un consortium dirigé par la Grèce n'avait pas soumis de projet.

La semaine dernière, la société française Alstom a confirmé devant la presse qu'elle avait renoncé à son projet de soumission pour l'extension du tramway israélien qui relie les colonies de peuplement de la Cisjordanie à chacune des autres et à Jérusalem.

La construction par Israël de colonies de peuplement en Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem, est un crime de guerre.

Les éventuels partenaires israéliens d'Alstom avaient révoqué plus tôt dans le mois que la firme française avait fait marche arrière en évoquant des préoccupations sur la façon dont le

tramway colonial viole les droits de l'homme des Palestiniens et le droit international.

FIDH, groupe international de défense des droits de l'homme, Al-Haq, organisation palestinienne, et deux fédérations syndicales de salariées françaises, la CFDT et la CGT, font partie de la coalition des organisations qui ont salué la décision d'Alstom comme *« une victoire pour le droit »*.

Ces organisations ont longtemps fait campagne pour mettre fin à la complicité d'entreprises françaises dans le tramway, qu'elles décrivent comme *« un outil de la politique de colonisation de peuplement et d'annexion d'Israël »* dans Jérusalem.

Systra, une filiale de la société nationale des chemins de fer français SNCF et de l'autorité de transport de Paris RATP, s'était précédemment retirée du projet israélien l'année dernière.

Plus tard dans le mois, *The Electronic Intifada* a annoncé le retrait du constructeur Bombardier du Canada, en même temps de Macquarie d'Australie, et de Siemens d'Allemagne.

Avec le retrait du consortium dirigé par Alstom, le nombre de soumissions pour le développement du tramway est descendu de sept au départ à simplement deux : l'une qui implique le CRRC de Chine et l'autre la firme CAF d'Espagne.

Et un sous-traitant français, Egis, fournit toujours des services de planification et de consultation pour le tramway de Jérusalem. Il appartient à la Caisse des dépôts et consignations, une institution publique française.

« Au nom de l'éthique des entreprises, à laquelle aucune exception ne doit être faite, nous appelons en urgence à la fois le gouvernement et la direction générale (de la Caisse des dépôts et consignations) à exiger le retrait immédiat d'Egis de ce projet », déclarent ces organisations des droits de l'homme et syndicales.

La Grèce retire sa soumission

Le bureau de l'Autorité palestinienne à Athènes s'est félicité jeudi de la décision prise par le consortium grec de ne pas participer au projet d'expansion du tramway.

L'ambassade de l'AP a exprimé sa *« profonde satisfaction que la date limite pour les appels d'offre pour la construction du projet de tramway dans Jérusalem-Est occupée ait expiré le 13 mai 2019, et qu'aucune entreprise grecque, privée ou publique, n'ait soumis d'offres »*.

« Cette décision est une expression claire du rejet de la colonisation » ajoute le bureau de l'AP.

Le gouvernement grec, dirigé par le parti de gauche Syriza, avait antérieurement apporté un soutien fort au consortium qui comprenait l'entreprise publique de transport en commun Stasy et la société privée de construction Gek Terna.

Le bureau de l'AP a remercié les législateurs, les syndicats, les municipalités et les militants qui ont pris position contre l'implication de la Grèce dans le tramway colonial.

Certains des législateurs qui ont posé des questions au Parlement à propos de la soumission grecque étaient du Syriza.

Des ambassadeurs arabes ont également soulevé des objections sur le projet lors d'une réunion avec le ministre grec des Affaires étrangères, selon l'AP.

Le mois dernier, Yanis Varoufakis, l'ancien ministre grec des Finances devenu militant politique paneuropéen, s'est joint à la tempête de critiques.

Varoufakis a déclaré avoir « profondément honte de mes anciens collègues de Syriza » pour leur soutien au projet, et il a promis que son nouveau mouvement politique « s'engagerait à lutter contre cela ».

Une pirouette israélienne

L'ambassade israélienne à Athènes a publié un communiqué de presse niant que la soumission de la Grèce avait été retirée pour des raisons politiques.

L'ambassade prétend que le consortium grec a mis un frein à sa soumission pour « des raisons purement techniques ».

Mais il est peu probable que cette pirouette refroidisse le sentiment de victoire des militants en Grèce et dans toute l'Europe.

L'attention va maintenant se porter sur l'Espagne, dont le constructeur ferroviaire CAF reste impliqué dans l'un des deux consortiums participant encore à l'appel d'offres.

Le journal financier israélien *Globes* a admis qu'une opposition des salariés « pouvait perturber le travail du CAF s'il remportait le marché ».

En janvier, le conseil salarié officiel de l'entreprise a voté contre la soumission.

Des organisations de défense des droits de l'homme et syndicales, françaises et palestiniennes, appellent tous les gouvernements européens à « prendre une position claire contre l'implication des entreprises dans la politique israélienne d'annexion, de colonisation et d'occupation ».

Le rôle des Chinois

L'autre consortium encore en lice implique l'entreprise chinoise CRRC.

« L'entrée de la Chine dans le marché de l'infrastructure en Israël est préoccupant pour les États-Unis » selon le *Globes*.

L'administration Trump déploie des efforts au niveau mondial pour limiter économiquement la Chine et sanctionner les entreprises comme CRRC qui ont des activités en Iran.

Cela pourrait placer Israël sous la pression des États-Unis pour ne pas accorder le contrat au consortium dirigé par les Chinois.

En 2016, la Chine a voté son soutien à une résolution du Conseil de sécurité des Nations-Unies affirmant l'illégalité des colonies israéliennes de peuplement et « condamnant toutes les mesures visant à modifier la composition démographique, le caractère et le statut du territoire palestinien occupé depuis 1967, y compris Jérusalem-Est ».

Si les militants maintiennent leur rythme et étendent leur campagne en y incluant une pression sur la Chine pour qu'elle fasse concorder sa rhétorique et son action, alors le tramway colonial d'Israël pourrait bien vite aller nulle part.

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

Source: [The Electronic Intifada](#)

date création

2019/05/28